

« *Beaucoup n'ont aucun espoir tant l'école est un endroit effrayant* »



Source : Amnesty International Thailand

En Thaïlande, les enfants et les jeunes prennent des risques en se mobilisant pour leurs droits et en organisant de grandes manifestations, en dépit de la forte répression des autorités. Depuis deux ans, au moins 300 mineur·e·s ont été visé·e·s par des inculpations pénales et civiles en raison de leur participation à des manifestations pacifiques. Pourtant, un mouvement de jeunes déterminé·e·s refuse de renoncer. En effet, en juin 2020, est né un mouvement prodémocratie qui se rebelle contre certaines réglementations scolaires. Il se fait appeler « *Bad Students* », et Anna en est membre.

Anna, 18 ans, étudiante à Bangkok, milite en faveur de réformes éducatives. Effectivement, en Thaïlande, les établissements scolaires appliquent des normes vestimentaires strictes, exigeant notamment une queue de cheval et un ruban dans les cheveux pour les filles, ainsi qu'une coupe militaire pour les garçons. « *Bad Students* » se bat également contre le port obligatoire de l'uniforme et le harcèlement moral, voire les abus de langage de la part des enseignant·e·s envers elles et eux.

Dans certains cas, les autorités ont utilisé de manière abusive des pouvoirs officiels conférés par la loi relative à la protection des mineur·e·s, afin d'empêcher à tort des mineur·e·s de prendre part à des actions de protestation. Anna a déclaré qu'elle-même et ses ami·e·s avaient été physiquement traîné·e·s hors d'un restaurant par des policiers et des fonctionnaires du ministère du Développement social et de la Sécurité humaine, le principal organe de protection de l'enfance. Toute cette violence parce que les autorités craignaient qu'Anna et ses ami·e·s ne protestent devant le Monument de la démocratie car des membres de la famille royale devaient passer à proximité de cette zone.

Les jeunes mineur·e·s ne sont en aucune façon à l'abri en Thaïlande. Anna témoigne ici en détails des batailles qu'elle doit mener en tant que jeune militante des droits humains dans son pays.

Témoignage d'Anna

« En grandissant, j'ai eu du mal à supporter la rigueur du système éducatif thaïlandais. En tant que fille entrant au lycée, mes cheveux devaient être d'une certaine longueur, je n'avais pas le droit de les teindre et mes chaussettes devaient avoir une certaine hauteur. Issue d'une famille de la classe moyenne, les attentes à mon égard étaient fortes. J'étudiais sept jours sur sept pour pouvoir fréquenter un bon établissement et aller à l'université.

C'était frustrant de devoir se plier à tant de règles et règlements aussi jeune et cela m'a donné envie de faire changer les choses. Lorsque j'avais 11 ans, les journaux étaient envahis de militant·e·s réclamant des élections démocratiques car nous vivions sous un régime post-coup d'État. Je m'interrogeais : pourquoi était-ce impossible d'avoir une élection équitable ?

À mon entrée au lycée, la junte militaire était au pouvoir et la censure était partout. Déterminée à changer les choses, j'ai rejoint un groupe de jeunes : "Bad Students" a vu le jour en 2020, un espace de dialogue sur les droits des étudiant·e·s et de soutien pour les jeunes rencontrant des difficultés. Aujourd'hui, nous faisons campagne en faveur du changement, nous avons créé un manuel de survie au lycée et demandons que l'éducation aux droits humains soit intégrée au programme scolaire.

Les élèves qui se sentent impuissant·e·s ou frustré·e·s face à leur situation scolaire trouvent via le groupe un espace sûr pour partager leurs sentiments en personne ou en ligne. Nous leur indiquons ensuite où chercher de l'aide. Dans les cas de violence, nous contactons le ministère de l'Éducation ou une ONG. Les élèves méritent de jouir de leurs droits fondamentaux, au lieu d'être exposé·e·s à des risques d'abus. Il existe peu de protections pour les élèves au sein des établissements scolaires et il est de notre responsabilité de les aider au mieux.

Une élève nous a raconté que leur professeur leur coupait les cheveux devant tout le monde, les mettant dans l'embarras devant leurs camarades. Pour certain·e·s, les conséquences et la honte d'être incapables de respecter les normes strictes de l'école sont si traumatisantes qu'ils ou elles se suicident.

Ces règles excessives et effrayantes sont le fait de l'armée et du système scolaire thaïlandais. Je comprends l'importance de l'uniforme, mais cela va trop loin. S'il fait froid, il est interdit de porter un manteau, tandis que certain-e-s n'ont pas les moyens de s'offrir un uniforme. Et les punitions sont sévères pour celles et ceux qui ne respectent pas ces normes.

Au total, trois jeunes se sont suicidé-e-s cette année à cause du traitement qui leur a été réservé-e au sein du système scolaire. Quelle tristesse. En signe de protestation, une jeune fille de 15 ans a décidé de prendre position et s'est teint les cheveux en hommage à une camarade qui s'était suicidée après avoir été humiliée et punie par son école parce qu'elle avait enfreint le règlement sur les coupes de cheveux. Elle a été renvoyée. Beaucoup n'ont aucun espoir tant l'école est un endroit effrayant.

Je suis parmi les chanceuses. Comme j'étais une militante et que je parlais haut et fort de la situation, les enseignant-e-s m'ont laissée tranquille. Et si certain-e-s redoutent notre travail, d'autres nous soutiennent, et nous demandent ce qu'ils et elles peuvent faire pour s'améliorer et encourager plus d'élèves en classe. Cependant, je ressens souvent une pression qui m'amène à étudier dur pendant des jours et des nuits quand je ne milite pas, parce que je ne veux pas décevoir ma famille.

J'ai moi-même vécu la plupart de ces épreuves : on m'a obligée à me couper les cheveux, je me suis retrouvée dans le collimateur des autorités et j'ai été harcelée par la police en raison de mon travail de militante de l'éducation. Ils m'ont arrêtée, détenue et inscrite sur une liste de surveillance : ils me suivent désormais jusqu'à l'école et attendent devant mon appartement. Je suis considérée comme une menace pour la sécurité parce que j'ose faire entendre ma voix.

Ils ont même un dossier sur notre famille. En fin de compte, je ne suis qu'une adolescente et c'est effrayant de vivre ma vie de cette façon.

J'essaie de ne pas me laisser dominer par la peur et je m'efforce d'obtenir le soutien d'ONG, comme Amnesty International, lorsque cela est possible. Cette année, j'ai été invitée à Vienne et à Genève pour rencontrer d'autres jeunes défenseur-e-s des droits humains et leur raconter la vie en Thaïlande. C'était formidable de rencontrer d'autres étudiant-e-s militant-e-s, elles et eux aussi confronté-e-s à des risques au quotidien, mais difficile de partager les problèmes auxquels je dois faire face, car nous avons tous des vies très différentes.

Mes parents ont eu du mal à accepter mon côté militant. Ils commencent peu à peu à me soutenir un peu plus, mais je ne dirais pas encore qu'ils sont fiers de moi. J'ai choisi une voie originale.

Il est ardu de défendre ses droits en Thaïlande et celles et ceux qui le font ne sont guère protégé-e-s. J'ai entendu des histoires de militant-e-s politiques qui ont mystérieusement disparu alors qu'ils et elles se trouvaient en exil. Un jour, on a découvert qu'ils et elles avaient été coulé-e-s dans du béton et jeté-e-s dans une rivière – je ne veux pas connaître le même sort. Pourtant, rien ne pourra m'empêcher de défendre mes droits.

Si je regarde l'avenir, le meilleur espoir pour la jeunesse est un nouveau gouvernement. Il est laborieux de continuer à se battre lorsque les changements sont si lents ; je suis déterminée à terminer mes études de droit afin de pouvoir travailler pour une organisation de défense des droits

humains comme Amnesty International – elle a joué un rôle essentiel dans mon travail de jeune défenseure des droits et j'aimerais un jour rendre la pareille et apporter le même soutien à d'autres. »

Source : Amnesty International

Le petit + : il existe également une fiche focus théorique intitulée « *Le droit à l'éducation* » qui permet d'en savoir plus sur la question et peut être utilisée en complément de cette fiche témoignage ainsi que diverses fiches d'activités, fiches à voir à lire ou encore fiches de jeux sur le thème du droit à l'éducation et des discriminations. Toutes ces fiches sont à retrouver sur notre plateforme de ressources en ligne : www.amnesty.be/plateforme